

## COMMUNIQUE

### ***Rationalisation des services publics : tendre vers un ensemble vide***

A l'occasion du premier conseil des ministres de 2011, le chef de l'Etat et son gouvernement présentent leur bilan de la rationalisation des services déconcentrés de l'Etat imposée dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP).

Avec la « carte judiciaire », la « carte militaire », la fermeture de classes ou d'établissements scolaires, l'évolution des équipements sanitaires, la réforme de l'administration territoriale de l'Etat (2 ou 3 directions départementales interministérielles par département, sauf pour l'Île de France faisant l'objet d'une autre réorganisation encore plus réductrice), et d'autres réformes de mutualisations, de fusions ou de suppressions, l'organisation des compétences de l'État est désormais **incohérente et hétérogène d'un département à l'autre**.

Ainsi morcelée, sans contrôle ministériel et en constance évolution (à chaque changement de préfet, un changement d'organisation), l'action territoriale de l'État pour chaque politique publique se retrouve fragilisée, voire impossible.

Pour Force Ouvrière, c'est la cohésion de l'Etat et son unité qui se trouvent compromises par les transferts de prérogatives qui font du préfet de Région l'unique organe exécutif.

Cette réforme, bâtie sans concertation, pas même parlementaire, est aussi synonyme de suppressions de services, de compétences, de technicités, de moyens, d'effectifs et du service public de proximité.

Les préfets de département sont devenus des « sous préfets de région », « heureux propriétaires » d'une administration peau de chagrin qui voit **se réduire ses effectifs des deux tiers entre 2009 et 2013 dans chaque département**.

Avec cette réforme idéologique et comptable, le gouvernement a engagé le retrait départemental des services de l'Etat. Il anticipe ainsi l'application de sa réforme des collectivités territoriales dont la mise en œuvre parachèvera la fin du Département.

Pour les 100 000 agents concernés, cette réforme est un véritable **plan social d'une ampleur inégalée** et plusieurs mobilités forcées sont déjà imposées selon des modes managériaux brutaux conduisant à des drames humains. Force Ouvrière condamne et s'oppose à cette réforme contraire aux principes républicains et dangereuse pour les personnels comme pour les usagers du service public et plus globalement pour tous les citoyens.

Pour les usagers, les conséquences sont déjà mesurables, par exemple lorsque quelques flocons de neige tombent sur les routes ou les aéroports... Les suppressions massives d'emplois et de services publics se paient désormais instantanément, par tous les citoyens et au prix fort, parfois par des vies humaines, lors de chaque crise ou incident.

Paris, le 5 janvier 2011